

LE PÉROU EN CRISE

C'est peut-être la plus gigantesque grève de la faim jamais vue qui a été déclenchée dans les prisons du Pérou par les indomptables militants, syndicalistes, paysans et guérilleros, en réplique à de nouvelles mesures de violence et d'arbitraire du gouvernement Belaunde Terry.

Le 7 juillet, le Comité de défense des droits humains, organisation de front unique constituée entre tous les partis ouvriers du pays pour défendre les prisonniers, avait organisé une grande manifestation en faveur du Vietnam. Interdite, seule le P.C. pro-Moscou avait accepté de s'incliner devant le diktat gouvernemental. La manifestation fut réprimée durement et, entre autres, le député Mario Villar Rivera fut blessé. Ce député qui avait déjà interpellé le gouvernement sur la disparition de Lobaton, se rendit, sanglant, à la Chambre, où, à la suite de son intervention, un vote hostile au ministre de l'Intérieur Alayza Escardó entraîna la chute de ce dernier.

Mais la mesure de l'autorité du pouvoir parlementaire et de l'indépendance des forces de répression éclata une semaine plus tard quand le secrétaire du Comité des droits humains, Gustavo Ruiz de Somocurcio, qui avait été aussi blessé lors de la manifestation, fut arrêté en pleine rue sans aucun motif apparent, en réalité par un véritable geste de représailles policières.

A partir du 25 août, Somocurcio commença une grève de la faim de trois semaines, après avoir écrit au directeur de la prison du Sexto pour justifier son action, lettre où il s'écrie : « Je proteste donc de cette façon contre tout abus et toute iniquité, je me solidarise avec tous les combattants rebelles qui agissent contre la pourriture dans laquelle nous vivons au Pérou, en Bolivie, ainsi que dans toute l'Amérique latine, où la rébellion et la lutte ont déjà fait naître le premier territoire libre, digne et pur, l'héroïque Cuba. »

Le 2 septembre, alors qu'il était déjà affaibli par une semaine de grève de la faim, Somocurcio était sauvagement battu parce qu'il refusait les menottes, pour se rendre à l'instruction.

Le 11, neuf prisonniers de la prison de San Quintin, parmi lesquels Hector Bejar, dirigeant de l'Armée de libération nationale, et Ricardo Gadea, écrivaient aux autorités qu'ils commenceraient une grève de la faim illimitée, à partir du 13 septembre, pour obtenir la libération de Somocurcio, de trois étudiants, également arrêtés sans motif à la suite de la manifestation pour le Vietnam, et d'Hector Cordero Guevara, journaliste de gauche, arrêté aussi arbitrairement à son retour d'un voyage à l'étranger. Ils exigeaient également une information sur la disparition, depuis le 25 avril, de l'avocat et dirigeant universitaire Amaya Quintana.

Le 17 septembre, les dix-huit prisonniers politiques de la prison du Sexto s'associaient à la grève de la faim de Somocurcio, et le même jour, tous les prisonniers politiques de la grande prison du Fronton, Hugo Blanco en tête, prenaient la même décision avec les mêmes exigences auxquelles ils ajoutaient celle de la libération de prisonniers dont le temps de peine est achevé et qui sont cependant gardés en prison.

Le 22 septembre, trois cents mineurs de Cerro de Pasco arrivaient à Lima après

avoir couvert à pied 313 km en 180 heures. Ils avaient entrepris cette « marche du sacrifice » pour appuyer leurs revendications de salaires, suivant la « route la plus haute du monde » (5.000 mètres). Des femmes les accompagnaient, certaines avec des bébés dont l'un est mort en route. Cinq hommes ont dû être hospitalisés à l'arrivée. Les mineurs ont annoncé que, s'ils n'obtenaient pas satisfaction immédiate, eux aussi commenceraient le 24 une grève de la faim.

C'est que le Pérou connaît une inflation galopante tandis que les salaires sont bloqués. La crise économique est extrêmement grave. 13.000 mineurs de la Cerro de Pasco Corporation se sont mis en grève à la fin juillet. Une semaine plus tard, 60.000 ouvriers affiliés à la Fédération des ouvriers des mines et de la métallurgie du Centre se sont joints à eux par solidarité. D'autres grèves ont éclaté en chaîne. En particulier dans l'hôtellerie et l'énergie. Le chômage s'étend et un comité de chômeurs s'est créé à Lima.

Les entreprises étrangères jouent les hyènes de cette situation tragique. D'abord, bien sûr, les entreprises américaines, Standard Oil et I.T.T. Mais française est la Compagnie des mines de Huarón, qui viole les accords de salaires et les règles de licenciement, ce qui a entraîné la protestation du secrétaire général de la Fédération régionale des ouvriers mineurs et métallurgistes, Pio Espinoza.

Il n'est pas étrange que, dans ces conditions, certaines régions connaissent la famine, tel le département de Puno, où l'on apprend que des mères ont vendu les enfants qu'elles ne pouvaient plus nourrir. En riposte, le mouvement de saisie des terres recommence. Jusqu'ici, la police est parvenue à chasser les paysans qui n'ont que des pierres et des bâtons pour armes, mais il n'en sera pas toujours ainsi.

La corruption du pouvoir s'accroît. L'inflation provoque la spéculation des milieux bien informés. L'extrême droite et ses militaires sont prêts à renverser le pitoyable Belaunde Terry et à prendre le pouvoir.

Le danger est donc grand pour les leaders prisonniers. Le Pérou est actuellement avec la Bolivie le point le plus chaud de l'Amérique latine, celui où, pour employer le langage de Johnson et Cie, l'agression capitaliste contre les travailleurs est la plus cynique et impitoyable. Le projecteur des protestations militantes doit prévenir les mensonges de demain.

Nous empruntons les informations (très résumées) de cet article au dernier numéro de Solidarité Pérou, bulletin du Comité français de solidarité avec les victimes de la répression au Pérou.

Correspondance Mme D. DINOUE, 30, av. Carnot, Paris (17^e). C.C.P. : Paris 13419-97.

Un premier résultat de la grève de la faim a été la libération de deux des trois étudiants arbitrairement arrêtés. En dernière minute, nous apprenons que Ruiz de Somocurcio, affaibli par deux mois de grève de la faim, a été embarqué de force par le gouvernement péruvien dans un avion à destination de l'Espagne.

HUGO BLANCO ÉCRIT

Chers amis,

Le but de cette lettre est de vous demander de nous donner votre appui pour obtenir la liberté de mes camarades paysans qui se trouvent ici avec moi dans cette prison.

Je suis convaincu que si l'on peut mener une campagne internationale importante pour leur libération immédiate, tous pourront sortir de ce pénitencier. J'ai confiance en votre solidarité et j'espère que vous allez mener cette campagne avec autant de chaleur et de vigueur que celle que vous avez engagée contre la peine de mort.

Je vous précise le cas de chacun de mes camarades :

MAXIMO MOLINA YUPANQUI : Il est dirigeant de la Fédération départementale des paysans d'Ayacucho, de même qu'ANTONIO CAROLIN GUILLÉN, qui se trouve avec lui en cette prison. En octobre 1963, la communauté de Ongoy, qui est affiliée à cette fédération, avait récupéré les terres qui lui avaient été volées par le gamonal Placido Morote. Le gamonal demanda l'intervention des gardes d'assaut, qui expulsèrent les paysans, assassinant 17 d'entre eux. Ni Molina ni Carolin n'étaient sur les lieux. Malgré cela, on leur fit un procès pour « agression contre la force armée », pour « atteinte à la sécurité de l'Etat », etc. Le tribunal les condamnait à 4 ans de prison. Selon les lois péruviennes, un condamné peut être mis en liberté « conditionnelle » après avoir purgé deux tiers de sa peine (si celle-ci n'est pas l'internement pour 25 ans). Malgré la loi, on ne les libéra pas, parce que leur cas se trouvait en révision au Conseil suprême (qui est une Cour suprême militaire, dont l'existence est anticonstitutionnelle). Cette Cour ramena la peine à 3 ans, alors que les deux camarades avaient déjà passé quatre ans en prison. Et malgré ceci on ne les libère toujours pas, sous prétexte qu'un tribunal de droit commun de Abancay les réclame et a ouvert une nouvelle instruction contre eux pour les mêmes événements d'Ongoy, déjà jugés. Mais on ne les fait pas comparaître non plus devant ce nouveau tribunal. Par de telles manœuvres on les maintient en prison depuis 7 ans !

GERARDO CARPIO MOLINA : Il est mon co-accusé. A Tacna, le tribunal l'a condamné à 5 ans de prison. Il aurait donc dû être remis en liberté aussitôt le verdict prononcé, puisqu'il avait déjà subi plus des deux tiers de la peine. On le garde en prison sous prétexte que notre cas est entre les mains du Conseil suprême et que celui-ci n'a pas encore prononcé sa sentence. Des « rumeurs » courent toujours sur une prochaine citation, mais jusqu'à présent rien ne s'est produit. Le véritable motif pour ne pas libérer Carpio est qu'il était le secrétaire général du syndicat des paysans de Santa Rosa et qu'il dirigeait la commission de Réforme agraire dans l'hacienda du tristement célèbre gamonal Alfredo Romainville.

HUMBERTO CARAZAS MOSCOSO : Son cas est identique à celui de Carpio, il fut lui aussi condamné à 5 ans et aurait dû être remis en liberté aussitôt après le verdict de Tacna. Il était secrétaire à l'organisation dans le même syndicat de Santa Rosa et membre de la commission de Réforme agraire, élu à l'unanimité, par la communauté.

ANICETO MUÑOZ PINARES : Même cas que les autres. Il fut condamné à 5 ans à Tacna, et aurait dû être libéré. Il était secrétaire d'organisation de la Fédération provinciale des paysans de la Convención, trésorier de la fédération et secrétaire général de la commission de Réforme agraire, en commun avec les secrétaires des syndicats de Phacchacc Grande, Phacchacc Chico, San Jacinto et La Victoria. Il avait été élu à ce poste à l'unanimité des communautés.

EMILIANO CERNADEZ OJEDA : Il avait été condamné à Tacna à 2 ans de prison. Dans quelques jours — le 7 septembre — il aura subi les deux tiers de sa peine exigés par la loi. Malgré cela il ne sera pas libéré, pour la même raison que les autres : le Conseil suprême ne veut pas nous citer en audience : ils attendent le moment « favorable » pour prononcer la peine de mort pour moi et de plus sévères condamnations pour mes camarades. Cernadez était secrétaire de presse et de propagande du syndicat des paysans de Paltaybamba, hacienda du gamonal Sebastian Pancorvo, parlementaire.

JOSE ZUNIGA LETONA : Il avait été condamné à 2 ans de prison. Il aurait dû être libéré en mars dernier. C'est un paysan de Paltayambo.

BASILIO ALVAREZ SACA : Paysan de Coayara, l'hacienda où furent commis les abus qui nous décidèrent à entrer en action : l'assassinat par balles d'un mineur, fils du secrétaire général du syndicat, un garçon de 14 ans, qui ne pouvait pas dire à la police où se trouvait son père ; l'agression de la maison de celui-ci, le vol de ses économies et de toutes ses affaires ; l'assassinat de deux autres paysans, etc.

Le procureur du Conseil suprême a demandé l'acquittement de ce camarade, mais il se trouve toujours en prison, attendant la sentence du tribunal.

Maximo Molina, vice-président de la Fédération départementale des paysans d'Ayacucho a été un grand organisateur de syndicats paysans et un lutteur exemplaire pour la défense de ses droits. De là provient la haine et l'acharnement de l'oligarchie contre lui et les nombreuses manœuvres pour le maintenir en prison.

Le retardement de notre procès est une manœuvre de plus des milieux gouvernementaux.

Nous espérons, chers amis, que vous allez faire connaître à l'opinion publique internationale les abus et manœuvres dont nous sommes victimes. La pression internationale seule pourra libérer mes camarades. J'en suis sûr.

Ici, nos avocats ne peuvent faire plus qu'ils ne font déjà pour nous.

Avec mes salutations fraternelles,

HUGO BLANCO.

LETTRE ADRESSEE AU
COMITE FRANÇAIS DE SOLIDARITE AVEC LES VICTIMES
DE LA REPRESSION AU PEROU

UNE INTERVIEW DE YON SOSA (FIN)

« Je sais qu'à la ville, on dit que nous n'existons plus », dit Yon Sosa. « Certains disent que je suis mort. Les communistes officiels du P.G.T. (Parti guatémaltèque du travail pro-soviétique, avec lesquels le M.R.-13 a eu une amère controverse idéologique) disent que j'ai un niveau politique très bas. »

« Mais le P.G.T. lui-même est profondément divisé entre ceux qui sont en faveur de la coexistence pacifique et ceux qui veulent intensifier la lutte armée. Au moins, nous autres, nous sommes décidés sur cette question. Malheureusement, le P.G.T. répond plus aux désirs de Moscou qu'à ceux des masses du Guatemala. »

Yon Sosa indique que le M.R.-13 n'est pas resté inactif, malgré l'absence de publicité sur ses activités durant les derniers mois :

LES ACTIVITES DU M.R.-13

« Nous avons attaqué le magasin d'armes Bison la semaine passée, parce que nous avions besoin de fusils pour nos milices paysannes et d'armes légères pour cacher sous les vêtements quand nous partions en mission en train ou en autobus. »

« Le 18 mars, nous avons tendu le même jour des embuscades à trois patrouilles militaires. Deux d'entre elles sur la ligne de chemin de fer entre la plantation Artèque de l'United Fruit, la troisième au kilomètre 216 de la route Atlantique, à 5 h 10 de l'après-midi, contre un convoi. Dans les trois embuscades, nous avons tué au moins dix soldats et nous en avons blessé beaucoup plus sans souffrir de pertes. »

« Nous avons dépassé la période des actions de propagande. Depuis plusieurs mois, nous nous occupons d'orga-

niser nos bases paysannes. Nous n'entreprenons plus d'action militaire qui n'ait un but politique bien défini. »

« Les comités paysans se renforcent et nous avons ouvert un nouveau front de guérilla dans le département de Chiquimula. Nous sommes beaucoup mieux organisés qu'il y a un an, et nous pouvons rassembler des centaines d'hommes pour une action de grande envergure. Nos gens ont beaucoup plus de vues politiques, plus claires, et c'est ce qui est le plus important. »

Pendant les huit jours que j'ai passés avec la guérilla du M.R.-13, j'eus plusieurs occasions de parler avec une infinité de paysans — presque tous analphabètes — qui parlaient avec une grande conviction dans le jargon du marxisme latino-américain.

« Nous avons 500 familles organisées en comités paysans pour lutter pour un gouvernement d'ouvriers et de paysans », dit un milicien du groupe qui m'entourait.

« Quand un enfant meurt, nous n'avons même pas les sept dollars nécessaires à l'achat de la caisse de bois pour l'enterrer. Nous devons utiliser un sac ou envelopper le corps dans des feuilles de palmier. Un jour nous avons construit une école nous-mêmes, mais le gouvernement n'envoya jamais de professeur, et finalement elle s'écroula. »

Un paysan à la peau sombre, vêtu d'une chemise d'un bleu passé, de souliers de caoutchouc, et appuyé sur le tronc où nous étions tous assis, dit : « Notre milice du peuple a deux mitraillettes, trois grenades, huit fusils et pistolets. Nous n'avons pas besoin d'une autorisation d'en haut pour tendre une embuscade à un commando de l'armée. »

« Nous ne vendons jamais de nourriture à l'armée quand elle arrive dans notre village, parce que les soldats abusent de nos femmes et volent nos radios. »

« Il y a deux mois, un commando militaire de 15 hommes vint dans notre village, c'est pourquoi nous avons tendu une embuscade. Nous en avons tué trois et blessé deux, mais nous n'avons pu leur prendre leurs armes parce qu'ils se retirèrent trop vite. »

« L'armée revint trois jours plus tard avec mille soldats, mais tous les hommes avaient été se cacher dans les montagnes. Alors ils prirent toutes les femmes et tous les enfants comme prisonniers et les gardèrent vingt-huit jours à la base militaire de Puerto Barrios. »

« Ils torturèrent trois de nos femmes, en les frappant avec une matraque de caoutchouc et en leur mettant sur la tête un sac en plastique plein de DDT. A notre retour au village, nous avons organisé la surveillance de nuit pour que l'armée ne puisse pas nous surprendre. »

Le principal document théorique du M.R.-13 est la *Déclaration de la Sierra des Mines*, publiée le 20 décembre 1964.

En faisant appel à l'instauration, au moyen de la guerre de guérillas, d'un « gouvernement ouvrier et paysan », le document demandait de façon pressante l'extension des guérillas, la multiplication des milices paysannes, l'organisation de comités des travailleurs des « haciendas » et de syndicats des travailleurs des campagnes, d'abord clandestinement, puis, plus tard, de façon ouverte, dans les grands domaines du Sud et de l'Occident et dans les propriétés de l'United Fruit Co., et, finalement, l'unification de ces syndicats avec la lutte de guérillas.